



S'OPPOSER A L'AUSTERITE PAR DES ACTES!

De retour de Lorraine, en passe une fois de plus d'être meurtrie par les restructurations dans la sidérurgie, Pierre Mauroy a reconnu que « *la politique de rigueur, seule la gauche pouvait l'obtenir* ». Et il s'en est félicité. Beaucoup de travailleurs, par contre, constatent ce fait avec amertume et mécontentement.

Car les mauvais coups pleuvent sur leur dos, chaque jour ou presque. Le discours de « la rigueur et de l'effort », une fois mis en œuvre dans les banlieues et les ZUP, fait très mal. On rogne sérieusement sur les salaires; on augmente et on étend la cotisation chômage au moment même où on réduit l'indemnisation souvent déjà dérisoire des chômeurs; on réduit l'accès aux soins pour tous par le forfait hôtelier à l'hôpital; on opère une augmentation minime du SMIC, contrairement aux nécessités les plus urgentes; on multiplie les refoulements de travailleurs immigrés après avoir refusé de régulariser leur situation; on envisage sans s'émouvoir des milliers et des milliers de licenciements nouveaux consécutifs aux restructurations projetées. Et d'autres mesures d'austérité sont à l'étude... Cela est inacceptable.

Inacceptable, car l'effort exigé pèse sur la grande masse des travailleurs. Eux peinent et vont peiner davantage pour payer la crise et le redéploiement économique escompté. Dans le même temps, le capital dans son ensemble tire adroitement son épingle du jeu, tape sur la table et arrache concessions sur subventions, arrondit ses profits, utilise les « aides à l'investissement » pour des placements spéculatifs ou des implantations nouvelles hors des frontières...

Inacceptable aussi l'austérité, car une autre politique est possible (Cf. *PCML-Flash* n°13), qui rompt avec la logique impérialiste du marché mondial et de l'exploitation des travailleurs et des peuples du monde. Dix-huit mois d'une pratique gouvernementale qui s'efforce de concilier l'inconciliable — les intérêts du capital et ceux des travailleurs —, qui ne s'attaque pas fermement aux intérêts des capitalistes et à leurs points d'appui dans l'appareil d'Etat et qui cherche l'issue dans une agressivité accrue au sein du marché impérialiste mondial, montrent assez les limites d'une philosophie de replâtrage du système capitaliste. Les travailleurs n'y trouvent ni leur compte ni la place qui leur revient, encore moins matière à espérer.

C'est le souci de leurs intérêts, de leurs aspirations et de leurs espoirs qui nous conduit à juger inacceptables les choix économiques retenus et à les refuser aujourd'hui. Nous pensons qu'il est temps que s'organisent dans tout le pays, dans les régions et au plan national, des actions de protestations vigoureuses, où les travailleurs et militants ouvriers et syndicalistes disent dans l'unité, d'une seule voix : non à l'austérité, non à la baisse du pouvoir d'achat et à la dégradation des conditions de vie pour les chômeurs, non aux restructurations génératrices de licenciements... Il est temps que travailleurs et militants discutent ensemble des formes d'action les plus adaptées pour s'opposer efficacement à l'austérité et qu'ils les mettent en œuvre.

Camille GRANOT

Il faut dissoudre les milices patronales

Des commandos patronaux ont attaqué, jeudi 2 décembre, des travailleurs en grève à Chambéry et à Levallois. Depuis le 29 novembre, les ouvriers de l'entreprise de travaux publics « Caporale » occupaient les locaux pour s'opposer au licenciement de 120 d'entre eux (sur 400, en majeure partie immigrés). Le commando d'une centaine de cadres, chefs de chantiers et de contremaîtres, a frappé sauvagement les grévistes, défendant l'un deux et faisant douze blessés. Alors que quatre estafettes de gendarmerie étaient sur les lieux, les forces de l'ordre ne sont pas intervenues. Mais le lendemain un débrayage important avait lieu dans les entreprises de Savoie et une manifestation regroupait 1 500 travailleurs à Chambéry.

A Levallois, un commando de cadres et de membres de la CSL, sur l'instigation de la direction de la CGEE-Alsthom (filiale de la CGE nationalisée) attaquait les grévistes de la COMSIP qui occupaient le siège de Levallois. Le 1^{er} décembre, en effet, la CGEE a absorbé la COMSIP et ses 3 000 salariés et s'apprête à leur appliquer un nouveau statut aboutissant pour un ouvrier qualifié (2^e échelon) à une perte de salaire mensuel de 1 500 francs.

Ainsi, après l'agression d'Oyonnax en octobre, le patronat privé comme nationalisé multiplie les opérations de commando, utilisant des milices à son service contre les travailleurs qui défendent leurs emplois et leurs acquis. Il serait grand temps que le gouvernement prenne les mesures qui s'imposent pour empêcher de telles agressions et d'abord qu'il dissolve les milices patronales et qu'il empêche les chefs de la CSL de faire leur propagande fasciste et raciste, comme cela vient d'être le cas à la télévision pour la préparation des élections prud'homales.

A l'occasion des fêtes de fin d'année, *PCML-Flash* et *Travailleurs* offrent des abonnements « spécial-fêtes » à leurs lecteurs et amis. **Attention : ces tarifs ne sont valables que du 1^{er} décembre au 15 janvier.**

Abonnement simple *PCML-Flash* : 50 F (au lieu de 60 F)

Abonnement groupé *PCML-Flash* et *Travailleurs* : 120 F (au lieu de 150 F)

Préciser « *abonnement spécial-fêtes* » et envoyer à Presse d'Aujourd'hui BP90 75962 Paris cedex 20.

CHINE :
LE PROGRES ÉCONOMIQUE AU SERVICE DES BESOINS POPULAIRES

Le premier ministre chinois Zhao Ziyang vient de présenter devant l'Assemblée populaire nationale un rapport sur le sixième plan quinquennal couvrant les années 1981 à 1985. Le taux de croissance de la production agricole devrait atteindre chaque année de 4 à 5%, alors qu'au cours des 28 années écoulées il n'a été en moyenne que de 3,4%. Ainsi la production céréalière devrait atteindre 360 millions de tonnes en 1985, alors qu'elle était de 320 millions de tonnes en 1980. Par contre, le rythme de croissance de la production industrielle devrait être inférieur à celui des 28 dernières années, ce qui tient à la fois à la nécessité de mener à bien le rajustement industriel, afin de rétablir des proportions équilibrées entre agriculture, industrie légère et industrie lourde, et à la difficulté d'augmenter rapidement la production d'énergie et les moyens de transport et de communication.

Le sixième plan est axé sur l'amélioration des conditions de vie de la population. L'augmentation annuelle moyenne des salaires des ouvriers et employés devrait être de 4,9%, les prix étant stabilisés. Le revenu net par paysan devrait passer, en moyenne, de 191 yuans en 1980 à 255 yuans en 1985, soit un accroissement annuel moyen de 6%, nettement supérieur au rythme de 4,3% enregistré de 1955 à 1980.

En bref... En bref... En bref... En bref...

**CONDAMNÉS A MORT
EN AFRIQUE DU SUD**

Trois militants africains anti-apartheid d'Afrique du Sud, membres du mouvement national de libération ANC, Barry Tsotsobe, Johannes Shabangu et David Moise, risquent à tout instant la pendaison ainsi que six autres condamnés à mort, à la suite du rejet de leur appel par l'administration judiciaire raciste d'Afrique du Sud.

Dans un communiqué du 29 novembre dernier, le MRAP appelle à « envoyer immédiatement des télégrammes à l'ambassadeur d'Afrique du Sud, 59 Quai d'Orsay, 75007 Paris, afin d'exiger la grâce » pour ces militants. Nous nous associons pleinement à cette initiative du MRAP et réaffirmons l'urgente nécessité que soient appliquées des sanctions économiques, politiques et culturelles contre le régime de l'apartheid.

**JOURNÉE DES LYCÉES
LE 13 DÉCEMBRE**

La FCPE organise les 29 et 30 janvier un colloque national sur l'éducation, formation professionnelle, orientation et emploi des jeunes filles dans la foulée de ses travaux sur l'école et les jeunes d'aujourd'hui. Une initiative susceptible d'intéresser de nombreuses militantes, comme parents, élèves et éducateurs. Le 13 décembre, lors de la journée des lycées, ceux-ci se seront mobilisés pour l'amélioration de l'éducation dans leurs établissements.

**VICTOIRE
DES TRAVAILLEURS
CHEZ CITROËN-AULNAY**

Six mois après la grève des ouvriers de Citroën-Aulnay, une nouvelle fois la direction, qui n'a eu de cesse de revenir sur les accords Dupeyroux et qui a mul-

tipli les provocations, et la CSL ont été désavouées par les travailleurs de l'entreprise. Lors des élections au CE, la CGT a obtenu 60,7% des suffrages exprimés (gain de 50% par rapport à 1980) alors que la CSL n'a obtenu que 31,1% (perte de 50%). La CGT-Aulnay progresse aussi par rapport aux élections de délégués du personnel de juin dernier (+2,67%).

**DERNIÈRES MESURES
DU CONSEIL DES MINISTRES**

Le Conseil des Ministres vient de prendre plusieurs mesures concernant les travailleurs. En ce qui concerne le SMIC, la hausse de 3,3% au 1^{er} novembre ne permet pas de tenir la promesse faite en février dernier d'une augmentation de 4% cette année de leur pouvoir d'achat. D'autant que l'indice des prix utilisé continue à être celui de l'INSEE qui sous-estime leur hausse réelle. Ainsi, 1 500 000 travailleurs payés au SMIC devront se contenter de 3 516 F par mois s'ils ont été embauchés avant le 1^{er} février 1982 (date d'application de l'ordonnance sur les 39 heures) et de 3 429 F pour les autres, soit moins de 3 000 F net, et continuer à se serrer la ceinture.

Une autre promesse électorale est par contre enfin tenue : le gouvernement a adopté le projet de loi permettant le remboursement de l'IVG à 70% par la Sécurité sociale à partir de 1983. Ceci n'a été rendu possible que par l'action des femmes et de leurs organisations, alors que Pierre Bérégovoy avait voulu cet été reporter sine die le projet.

Mais, dans le même temps, le gouvernement décidait d'abaisser le taux de remboursement de 1279 médicaments qualifiés « de confort » (sirop contre la toux, pommades, vitamines...), ce qui va pénaliser principalement les travailleurs et les familles populaires, alors qu'ils n'ont aucune responsabilité dans le choix des médicaments qui leur sont prescrits.

BLOC-NOTES

• Le mercredi 1^{er} décembre, une cinquantaine de personnes ont participé à une *Causerie de Prolétariat* consacrée à la Palestine. Amin Abou Hassira, chef-adjoint du Bureau de l'OLP à Paris, qui remplace Fadel Al Dani assassiné au mois de juillet à Paris, a répondu avec beaucoup de clarté et de compétence aux multiples questions posées par les participants concernant la situation au Moyen Orient, l'avenir de la lutte du peuple palestinien, l'environnement international, le soutien nécessaire... *Prolétariat spécial Palestine*, qui rassemble les interviews d'Ilan Halévi et de Lucien Bitterlin, une chronologie détaillée de l'histoire palestinienne et la reproduction en quadrichromie de plusieurs affiches palestiniennes peut être commandé à : Prolétariat, B.P. 320, 13213 Marseille Cedex 1. Prix : 15,00 F.

• Au sommaire du *Dossier de Travailleurs* de décembre (prix : 3,00 F) : *Nouvelles technologies, redéploiement impérialiste, une nouvelle classe ouvrière?*, des articles sur Thomson-téléphone, Renault, le centre de tri automatique de Nanterre, la machine-outil, les usines en zone rurale (Basse-Normandie)...

**Nouvelle attaque
réactionnaire
du Conseil constitutionnel**

Le Conseil constitutionnel vient d'annuler la loi instituant une Assemblée unique, à la fois Conseil général et Conseil régional, dans les départements d'outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane et Réunion), la jugeant contraire à la Constitution, car l'assemblée aurait eu une « nature différente » des conseils généraux de la métropole. Le Conseil constitutionnel s'est donc rallié aux arguments de la droite la plus réactionnaire, Michel Debré en tête, qui avait combattu violemment le projet comme conduisant à la sécession des DOM, en fait risquant de lui retirer une partie de ses pouvoirs. Le caractère politique de la décision du Conseil constitutionnel saute aux yeux quand on sait qu'il existe un autre Conseil général bien particulier, celui de Paris puisque c'est le Conseil municipal. Mais Jacques Chirac en est maire et président. Jusqu'à ce jour, aucune proposition — y compris le projet de loi gouvernemental — n'a posé les vrais problèmes des DOM, ceux de colonies françaises soumises à la domination et à l'oppression de la métropole. Les peuples des DOM imposeront par leurs luttes leur droit à l'indépendance. Et ce jour-là, le Conseil constitutionnel n'y pourra rien...